

PARLONS CLAIR entre Adour et Alaric

PS, DES REVIREMENTS LOURDS DE SENS



Traité austéritaire européen, augmentation de la TVA... le président et le gouvernement socialiste tournent le dos à des

Il y a eu le tournant de la rigueur sous la présidence de François Mitterrand en 1983 ; deux ans après son succès au pouvoir. Connaissions-nous aujourd'hui, le tournant de l'austérité six mois après la victoire de François Hollande ? Tout porte à le croire tant les renoncements aux engagements pris et les revirements successifs de la majorité présidentielle depuis l'élection de mai dernier sont importants, lourds de sens et de conséquences.

Il y eut l'engagement du candidat Hollande de renégocier le traité européen Sarkozy-Merkel qui instaurait un carcan austéritaire sur les budgets nationaux. Il n'en fut rien. Le PS le fait adopter au parlement sans changer une virgule du texte initial et, dans la foulée, présente son projet de loi de finance pour 2013 sous le sceau del'austérité. Durant la campagne de la présidentielle le candidat Hollande n'a pas eu de mot assez fort pour dénoncer la «TVA sociale »

de Nicolas Sarkozy, coupable à ses yeux de plomber la relance et le pouvoir d'achat des français. Après l'avoir supprimé, le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, déclarait en septembre dernier « Nous avons suffisamment critiqué la hausse de la TVA pour ne pas nous livrer au même exercice. » Patatras, un mois plus tard.

Les forces de gauche, Attachées au changement, Sont inquiètes

Dans le cadre de son plan de compétitivité, le gouvernement soulage les entreprises de 20 milliards d'euros en les transférant sur le dos des ménages via la baisse de 10 milliards d'euros des dépenses publiques et l'augmentation de la TVA pour une valeur de 6.5 milliards d'euros auxquels s'ajoutent 3.5 milliards d'euros supplémentaires de taxe écologique. Dans les deux cas la droite et le Medef qui,

rappelons-le, ont largement contribué par Leur politique à dégrader la situation économique et sociale de la France, ont bruyamment exprimé leur soutien à cette politique du gouvernement socialiste. Ce qui ne peut qu'inquiéter les forces de gauche attachées au changement. D'autant que ces choix politique ne sont pas marginaux. Ils vont impacter tous ceux à venir. Lors de sa campagne électorale, Hollande parlait de « courage » de « lutte contre l'ennemi invisible, la finance » se faisaient élire pour en finir avec les années Sarkozy. Six mois après, le discours est loin, et les voltes face sont une réalité.

Est-ce un tournant irréversible ? Pour une large part, la balle est dans le camp de toutes et tous ceux qui ont porté la gauche au pouvoir

« pour que ça change »

LE PROJET DE L'OUSSE ABANDONNE?

Le projet de l'Ousse a été le premier sujet abordé lors d'une réunion publique sur le thème de l'eau tenue à Odos il y a quelques semaines. Claude MIQUEU, conseiller général du canton de Vic-Bigorre et membre éminent de l'agence Adour-Garonne, a fait sensation en annonçant l'abandon du projet. Raison invoquée : la forte opposition des élus et des populations des communes concernées. Pour le remplacer on prévoit la création d'une deuxième retenue sur le Louet, cours d'eau qui prend sa source sur le plateau de Ger et rejoint l'Adour vers Castelnau-Rivière Basse.

Les décideurs auraient-ils enfin reconnu la nocivité d'un projet qui gaspille terrains agricoles et argent public ? On peut en douter quand on voit la SAFER prendre le relais de la CACG et poursuivre l'achat de terres sur le site de l'Ousse pour le compte de l'Institution Adour.

En conséquence les opposants au barrage ne relâchent pas leur vigilance.

AU CONSEIL MUNICIPAL

Les élus communistes d'Aureilhan ont lu une déclaration condamnant l'extradition d'Aurore Martin membre d'un parti légal, (Batasuna) dans notre pays. Condamnée en Espagne sur le fait incroyable d'avoir participé à des manifestations pacifiques, Aurore risque 12 ans de prison et le ministre de l'intérieur à ses dires n'en savait rien. L'importance du dispositif policier mis en œuvre pour son arrestation prouve que non.



LE VRAI COÛT DE L'IMMIGRATION

Le sujet n'en finit pas de susciter polémiques et déclarations enflammées. Pourtant, l'enquête de l'Express le montre : Les immigrés sont un atout économique et ne creusent pas les déficits sociaux. Raison de plus pour s'attaquer aux véritables causes du blocage de l'intégration à la française.

AMNISTIE DES SYNDICALISTES

Les députés communistes et du Front de gauche, avec à leur tête André Chassaigne, ont déposé une proposition de loi d'amnistie des syndicalistes.

Pour lui donner plus de force, nous vous proposons de signer une pétition soutenant la demande d'examen de la « proposition de loi portant amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives » présentée par les députés du Front de Gauche.

Vous la trouverez à cette adresse : <http://puy-de-dome.pcf.fr/Monsieur-le-President-il-faut.html>

Faites tourner cette pétition, reprenez-là, diffusez-là, que nous soyons nombreux à exiger cette mesure de justice.

Bonne et heureuse année à tous les habitants (es) du canton